

**COMMUNE DE SAMOËNS – 74340**  
***Agrément du responsable et de son suppléant pour l'organisation  
de la sécurité du domaine nordique  
(saison 2022-2023)***

**Le Maire de la Commune de Samoëns (Haute-Savoie) ;**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L.2122.24, L.2212.1 et suivants, L.2213.1 et L.2215.1,

**VU** la Loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;

**VU** la Loi n°2004.811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ;

**VU** la délibération en date du 15 novembre 2021 du Syndicat de la Vallée du Haut-Giffre nommant M. Aurélien MAHAUT comme responsable de la sécurité des pistes de ski de fond et M. Gilles CLAYE comme adjoint au responsable de la sécurité des pistes de ski de fond ;

**VU** l'arrêté municipal n°323/2022 T du 12 décembre 2022 relatif à la sécurité sur le domaine nordique ;

**CONSIDERANT** que le Maire est chargé de la sécurité et de l'organisation des secours sur les pistes de ski et qu'il lui appartient de désigner le ou les agents chargés d'assurer sous sa responsabilité la sécurité et l'organisation des secours sur les pistes de ski ;

**CONSIDERANT** que l'organisation des secours et de la sécurité sur les pistes est assurée par un personnel qualifié et qu'il convient dans ce cadre d'agréer la personne responsable de la sécurité sur les pistes de ski de fond du Haut-Giffre, ainsi que son adjoint en cas de l'absence de celle-ci.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Aurélien MAHAUT, responsable du domaine nordique du Haut-Giffre, est agréé en tant que responsable de la sécurité sur les pistes de ski de fond par la Commune de Samoëns notamment pour ce qui relève de la prévention, de la sécurité et des secours.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Aurélien MAHAUT, celui-ci sera suppléé par Monsieur Gilles CLAYE, (adjoint du service des pistes nordiques du Syndicat Intercommunal de la Vallée du Haut-Giffre.

**ARTICLE 3 :**

La mission sera accomplie selon les termes définis par l'arrêté municipal n°323/2022 T du 12 décembre 2022 relatif à la sécurité sur le domaine nordique.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Maire est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché aux emplacements habituels ainsi qu'en tous lieux appropriés.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication.

**Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- ☞ Monsieur le Sous-Préfet de Bonneville
- ☞ Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Taninges-Samoëns
- ☞ Le centre de secours de Samoëns
- ☞ La police municipale de Samoëns
- ☞ Le Syndicat Intercommunal de la Vallée du Haut-Giffre et à son responsable de la sécurité et des secours sur pistes de ski de fond

Fait à Samoëns, le 12 décembre 2022

Le Maire,

Jean-Charles MOGENET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

074-217402585-20221212-AR318-2022-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2022

Affichage : 15/11/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



**Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)